

**CIBLE**

**FO**

**L**a CGT-Force ouvrière revendique 500 000 adhérents – deux fois plus que le chiffre annoncé par l'UMP, trois fois plus que le chiffre annoncé par le Parti socialiste. La confédération a tenu son 22<sup>e</sup> congrès à la mi-février et son secrétaire général Jean-Claude Mailly a été réélu dans d'excellentes conditions.

Comme Force ouvrière a été en pointe dans le combat contre la réforme du système des retraites et milité obstinément pour la grève générale, les citoyens auraient dû recevoir des informations complètes sur les travaux du congrès. Ils n'ont eu droit qu'à de rares dépêches et à quelques commentaires : seuls contre tous, les ringards de FO plaident désespérément pour le retour en arrière ! Tel est le message, qu'on fait passer sans organiser le moindre débat.

Cela fait plusieurs années que Force ouvrière est progressivement marginalisée par les médias, qui privilégient le syndicalisme de collaboration avec le pouvoir politique et d'accompagnement des réformes rejetées par une majorité de citoyens. La censure médiatique est sans recours puisque aucune commission ne l'a instituée.

**PROJET**

# Pour une révolution fiscale

Roms

**Questions  
sur un peuple**

p. 6-7

Crise

**Un G 20  
pour rien**

p. 12

# Un conflit social exemplaire

**Le dossier mal ficelé d'une Maison de l'Histoire de France qui devait s'implanter sur le site des Archives nationales est à nouveau en suspens. Très heureusement, un projet de casse du service public est mis en échec.**

L'édition électronique du journal *Bakchich* se faisait récemment échos d'un édit royal d'un certain Nico I<sup>er</sup>, par la grâce du Suf-  
frage Universel Monarque de la République française (...) daté de l'an de grâce deux mille onze & de [son] règne le quatrième.

Quelques courts extraits nous éclairaient sur la nature d'une opposition radicale au Prince, au sein d'une institution pourtant située au cœur de l'État : « *L'intention où nous sommes d'établir notre royale Maison de l'Histoire de France en l'Hôtel de Soubise & ceci pour la plus grande gloire & plaisir d'y associer Notre Nom pour les siècles des siècles, nous détermine à ne plus y laisser y subsister la tourbe de gratte-papier & de bibliothécaires empoussiérés contrariant l'institution de notre grandiose projet de glorification [...] A ces causes & autres considérations de l'avis de notre conseil de princes & élites à notre botte & de notre science à Moi, pleine de puis-*

*sance et d'autorité, statuons et ordonnons, disons, voulons & nous plait ce qui suit [...] afin que le peuple soit préservé de toute science & connaissance de la trop excellente habilité des susdits manants archivistes & autres roturiers historiens à effectuer un travail de qualité & communiquer leur savoir à un large public, selon la mission qui leur a été abusivement confiée par nos prédécesseurs sans envergure [...] que soit restreinte et annulée l'influence des susdits archivistes, hautement suspectés d'avoir lu l'ennuyeuse & grandement inutile Princesse de Clèves, ouvrage interdit à la lecture par un précédent édit royal, & à ce titre coupables d'intelligence et d'esprit critique, sur la tendre jeunesse de notre glorieuse Patrie [...] qu'il s'agit de former selon notre bon plaisir et notre approche particulière de l'Histoire et grandeur de la France. » (1)*

La situation au ministère de la Culture, comme dans toutes les administrations, est difficile. Il semble cependant

que cette fois-ci, on en vienne à des conflits qui mettent en cause le fonctionnement des organes les plus vitaux de l'État. C'est bien dans ce cadre qu'il faut penser et mettre en perspective la demi-victoire des fonctionnaires des Archives nationales, en lutte depuis l'annonce, par le supposé président, de l'implantation d'une Maison de l'Histoire de France dans les murs des Archives nationales. Ils ont obtenu que les Archives puissent continuer à effectuer leurs missions.

On sait que la problématique affectation de l'Hôtel de la Marine va peut-être aussi offrir une solution de repli à la Maison de l'Histoire France. D'ores et déjà, le conflit révèle quelques principes que bien des Français en lutte peuvent méditer. Les fonctionnaires des archives, dont le nombre est réduit, ont d'abord pu compter sur l'unité d'action de tous les syndicats présents dans l'institution. Cette union à la base, qui défie des grandes divergences affichées au niveau national, a reposé sur

une action qui a pu s'installer dans la durée, parce qu'elle n'implique pas des retenues de salaires : l'occupation symbolique des lieux.

N'en déplaise au ministre de la Culture - qui alla jusqu'à fermer l'exposition en cours aux Archives nationales sous prétexte que « *l'on accueille pas les visiteurs en pyjama et au milieu des sacs de couchage* » - l'occupation ne porta nullement atteinte à l'intégrité des lieux. Comment en aurait-il pu être autrement avec des chartistes ! L'attention des médias, pas toujours au rendez-vous dans d'autres affaires, est un autre caractère de ce conflit. Pas une semaine ne s'est écoulée sans que les grands journaux ne s'en saisissent. Les fonctionnaires des archives ont eux-mêmes organisé journées de rencontre et d'études, en plus des traditionnelles pétitions. Il était certes aisé d'inscrire le conflit dans le débat sur l'identité nationale.

Mais à l'heure où la révision globale des politiques publiques vise, comme l'ensemble des politiques néo-libérales de l'action en Europe, à détruire les administrations, les fonctionnaires en grève du ministère de la Justice, les professeurs, et tous les salariés en lutte ont intérêt à faire jonction sur un mot d'ordre très simple : halte à la casse des services publics et à la seule loi du profit ! Ceux qui pensent ne devoir respecter qu'un État intègre et véritablement arbitre, ont intérêt, sur cette base, à faire converger leurs actions.

**Albert MONTEIL**

☞ (1) Retrouver l'intégralité de l'édit sur [www.bakchich.info/Pas-de-menu-plaisir-a-l-hotel-de.12856.html](http://www.bakchich.info/Pas-de-menu-plaisir-a-l-hotel-de.12856.html)

**royaliste**  
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTIN MOUQUIN

SOMMAIRE : p.2 : Un conflit social exemplaire - p.3 : Moubarakisation - p.4 : Enfin du concret - p.5 : Le sabre et le croissant - p.6/7 : Questions sur un peuple - p.8 : De Gaulle - Fractures françaises - p.9 : Le progressisme, une idée d'hier ? - p.10 : Jean-Paul Dollé - L'homme qui ne devait pas être roi - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : G 20 pour rien.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0514 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)     six mois (30 €)     un an (47 €)     soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# Moubarakisation

**Le chef des services secrets de la NAR se doit de savoir ce qui se passe dans la tête des dirigeants ou du moins repérer le moment où ça disjoncte dans les hautes sphères quand se produisent des crises et des révolutions.**

**S**urdité du Maître, cécité des conseillers éblouis par le Maître, dénis de réalité de l'Un et des autres : ces symptômes sont aussi vieux que le monde mais je propose de rassembler ces attitudes et comportements sous un seul et même vocable : *moubarakisation*. Comme on l'a vu en Tunisie et en Égypte, le potentat moubarakisé ne voit pas qu'il est isolé du peuple, ne voit pas que le peuple voit sa corruption, ne voit pas qu'il a perdu la partie dès qu'il fait tirer sur les manifestants.

Attention, cependant. La moubarakie n'est pas une spécificité orientale, ni même arabe. Il existe une forme persane, avec une variante Chah et une variante ayatollah. Les moubarakisations ouest-européennes sont des applications d'une forme simple à des organisations internationales, à des gouvernances oligarchiques et à des systèmes médiatiques.

La moubarakisation de Nicolas Sarkozy est manifeste. C'est un hebdomadaire de droite qui nous le dit : « *quand il va sur le terrain, c'est (presque) comme quand on faisait traverser des villages Potemkine à Catherine II de Russie. Pas de manifestants à l'horizon. Ils sont cantonnés loin de son passage. Et les Français qui l'applaudissent, comme ses interlocuteurs lors des tables rondes, sont soigneusement sélectionnés. Quand il revient de ses sauts*

*de puce en France, il est rassuré* » (Le Point, 17-2-2011).

Dominique Strauss-Kahn n'est pas moins moubarakisé. Voilà un bonhomme qui devrait savoir mieux que quiconque que le système financier est mort et qui fait comme s'il suffisait d'écraser les peuples pour atteindre le bienheureux état d'équilibre mondial. Croire qu'Anne Sinclair équilibrera quant à elle le bonhomme, comme on l'entend dire par des courtisans qui la désignent déjà comme « première dame » potentielle, c'est se monter le bobéchon : cette femme est le pur produit des rouages médiatiques de l'oligarchie.

Parmi les moubarakisables, Martine Aubry est une candidate sérieuse, étrangère à la politique en tant que telle, insoucieuse de la marche du monde – une pure technocrate avec un supplément d'âme (le *care*) qui repeint cette bénisseuse aux couleurs de l'humanisme.

Je n'aurais garde d'oublier les moubarakisations collectives, résultats d'intoxications mutuelles produisant des phénomènes d'hallucination et des extases quasi religieuses. Là encore, il faut évoquer Dominique Strauss-Kahn, venu à Paris pour une réunion du G20. L'arrivée du séillant personnage avait été annoncée par un article tonitruant du *Nouvel Observateur* (17 février) : « *DSK, c'est parti !* » – pour la présidentielle. Sur

une chaîne d'information en continu, une journaliste a prononcé cinq fois son nom en une minute, le temps qu'on filme son arrivée dans les locaux du *Parisien*, a proclamé trois fois qu'il arrivait, puis nous a rappelé qu'on venait de voir DSK arriver. Même extase à la conférence de presse donnée par le directeur du FMI, qui a déclaré qu'il n'avait rien à dire sur la politique française et sur son propre avenir. Il n'empêche : DSK est élu par les instituts de sondage et par les médias. Cette moubarakisation des grands médias est d'autant plus impressionnante qu'elle se fait sans aucune contrainte, par la séduction muette qu'exerce ce Bouddha planté en terre américaine et promené de capitale en capitale pour qu'il fasse entendre en tous lieux ses sentences.

Toute cette agitation médiatique nous fit oublier, trois jours durant, les mensonges de Michèle Alliot-Marie, vacancière affairée, et les liens amicaux de Patrick Ollier, également ministre, avec le colonel Kadhafi. Politiquement calcinés, ils tenaient encore debout par consentement du Maître qui n'a pas encore compris que les révoltes et les révolutions d'Orient pouvaient conforter, de ce côté-ci de la Méditerranée, les désirs de dé-moubarakisation douce – douce parce qu'on se débarasse plus facilement d'un oligarque de droite ou de gauche que d'un dictateur protégé par ses policiers et ses tortionnaires.

Colonel SPONZ

## L'écho des blogs

Les peuples islandais et grecs ouvrent la voie.

Pour justifier le silence sur les événements politiques s'y déroulant, nos experts évoqueront probablement la trop faible population de l'Islande. Le gouvernement de l'île voulait imposer, suite à la débâcle bancaire, le paiement de la faillite au peuple islandais suivant en cela les ukases de la BCE, de l'UE et du FMI. En décembre 2009, le Parlement votait une loi prévoyant « *le paiement échelonné d'ici à 2024 d'environ 3,8 milliards d'euros, soit l'équivalent de près de 40 % du produit intérieur brut annuel de l'île* » (1). Mais les Islandais ont obtenu un référendum sur cette loi, et par 93 % des voix, ils ont décidé de laisser la faillite à la charge des investisseurs, principalement des banques anglaises. Les Islandais ouvrent ainsi la voie à la reconquête de la souveraineté, véritable révolution politique, que les autres peuples européens sauront prendre comme modèle.

C'est peut être ce qui se dessine en Grèce où le chef de gouvernement George Papandréou se voit contraint d'entendre la colère des Grecs. Régis Soubrouillard sur *Marianne2* (2) précise même « *Lors d'une conversation téléphonique, le Premier ministre grec George Papandréou a verbalement parlé du pays à DSK, transmettant : "le message du gouvernement grec concernant le comportement inacceptable des représentants de la Commission européenne, de la BCE et du FMI lors de la conférence de presse d'hier" »*. Car si l'Islande a su relancer son économie par une dévaluation de sa monnaie nationale, la Grèce accrochée à l'euro voit sa situation s'aggraver « *Athènes est prise dans un cercle vicieux et mois après mois, le poids de la dette est révisé à la hausse. À la fin de l'année, il approchera 160 % du PIB alors qu'on parlait de 145 % du PIB en 2013 il y a seulement six mois. Les potions amères imposées par Bruxelles et Washington tuent le malade.* » (3) Islande et Grèce, deux exemples à méditer avant la probable défaillance portugaise.

François ENNAT

(1) <http://www.agoravox.fr/actualites/europe/article/la-revolution-silencieuse-de-l-86854>

(2) [http://www.marianne2.fr/La-Grece-vent-debout-contre-le-diktat-liberal-du-FMI\\_a202880.html](http://www.marianne2.fr/La-Grece-vent-debout-contre-le-diktat-liberal-du-FMI_a202880.html)

(3) Sur le blog de Laurent Pissolle : <http://networkedblogs.com/egg10>

# Enfin du concret

**Nous avons maintes fois évoqué la misère orchestrée des comptes publics et l'obsolescence de notre système fiscal. Trois économistes se sont emparés de la question pour faire de vraies nouvelles propositions.**

Camille Landais, Emmanuel Saez et Thomas Piketty lancent une démarche qui a le mérite de la lisibilité : *Pour une révolution fiscale* (1). Ce travail est un modèle de clarté, d'intelligence et de pédagogie, notamment avec le site Internet qui l'accompagne (2). Principalement consacré à l'impôt sur le revenu, l'ouvrage s'intéresse également à l'impôt sur le capital et aux cotisations sociales.

Le constat d'abord. Les trois économistes entendent par impôt sur le revenu (IR), l'IRPP classique et la CSG. Contrairement à ce qui est dit, tout le monde paie un impôt sur le revenu, pauvres comme riches, salariés comme chômeurs ou retraités. De plus, en cumulant impôts, TVA et cotisations sociales, on s'aperçoit que la pression fiscale s'établit à 31 % du revenu pour les plus riches contre 42 % pour les plus modestes.

Les promoteurs de l'impôt sur le revenu l'avaient voulu simple, transparent et progressif. Cent ans plus tard, il est devenu complexe, injuste et d'un rendement assez faible (147 milliards). Complexe parce que dévoré par les niches qui font échapper à l'impôt des pans entiers des plus hauts revenus. Injuste parce que conçu comme progressif, on s'aperçoit qu'il devient régressif pour les 5 % de contribuables les plus fortunés, soient tout de même

2,5 millions de personnes. Inefficace puisqu'en terme de part de PIB, son poids est passé de 4,2 % à 2,3 % en vingt ans. De plus, les revenus du capital y échappent pratiquement entièrement alors qu'ils sont visés par la CSG.

De réforme, que non ! Il s'agit tout simplement de le supprimer. C'est la vraie bonne idée. Le projet de l'équipe Piketty prévoit d'abolir l'IRPP, la CSG, les prélèvements libératoires, la prime pour l'emploi (stupide impôt négatif), et le sacrosaint bouclier fiscal. À la place, un seul impôt sur LES revenus, travail ET capital. Sur le modèle de la CSG tant pour l'assiette, très complète, que pour le mode de perception, c'est-à-dire prélevé à la source. Ce point fait débat, notamment pour ceux qui pensent avec de bonnes raisons que cela permettrait aux employeurs de disposer d'informations qui ne les regardent en rien.

À cela, il est possible de mettre des barrières juridiques efficaces. Ce point passé, ce bon système a également l'avantage d'individualiser l'impôt et de ne plus raisonner en **foyer fiscal**, notion que l'évolution des modes de vie rend inutile. Ce qui est intéressant, c'est que cette étude modifie les taux et la progressivité de l'impôt actuel, ce qui parvient à alléger 97 % des contribuables. C'est un point essentiel avec le retour de la vraie justice fiscale. La

progressivité est rétablie. Il faut avoir un revenu brut de 8 100 euros par mois pour voir son impôt alourdi.

Le modèle proposé ne modifie pas le rapport actuel de l'IR, soient 147 milliards d'euros. Le site Internet permet de faire d'autres simulations. Ainsi, pour ce qui nous concerne et dans l'état où se trouvent les finances de la France, un effort est nécessaire et il faut des recettes supplémentaires. Ainsi, avec nos taux nous parvenons à un rendement de 210 milliards, cela précisons-le en ne faisant que jouer sur les taux, en maintenant l'allègement pour les plus modestes et en alourdissant les tranches supérieures. Il est clairement démontré que les trop hauts salaires sont inefficaces économiquement et désastreux socialement. Cet exercice permet de diminuer de ce seul fait le déficit budgétaire actuel de plus de la moitié.

Voilà pour le principe. Il va de soi que l'individualisation de l'impôt modifie beaucoup de choses et notamment tout ce qui concerne la politique familiale. Aujourd'hui existe le quotient familial qui permet de tenir compte du nombre d'enfants qui ouvre droit à des dégrèvements, or ce dispositif accroît les inégalités sociales. Il s'agit de supprimer la partie **quotient conjugal** et de ne plus tenir compte de la situation juridique d'un couple et de simplifier le **quotient en-**

**fant** en l'intégrant à la politique familiale globale par la création d'une allocation universelle globale de 190 euros par mois et par enfant, modulable en fonction de différents critères. C'est plus simple, plus juste et a priori neutre pour le taux de fécondité.

Au-delà de cet IR, le projet s'attaque aussi à l'imposition du capital qualifiant l'ISF d'impôt d'avenir. Comme l'IRPP, l'ISF est miné de niches, ce qui revient à ne donner pour assiette que 50 % du montant des patrimoines concernés. La suppression totale des exonérations est difficilement envisageable mais en ne gardant que celles qui ont une réelle utilité on pourrait, sans modification de taux passer de quelques 900 000 contributeurs à 2,5 millions et le rendement de 4 à 18 milliards d'euros voire 26 si l'on touche très légèrement le pourcentage des taux.

Dernier point, essentiel, les cotisations sociales : 38 milliards annuels, 23 % de PIB, soit presque autant que tous les impôts et taxes réunis. Là, différence est faite entre les cotisations contributives (chômage et retraites) des non contributives comme les allocations familiales et sécurité sociale dont les prestations n'ont pas de rapport avec le montant des cotisations versées. Là aussi, il s'agit d'éliminer la régressivité en créant une contribution patronale qui serait assise tant sur les revenus des capitaux que sur ceux de l'activité en tant que telle et naturellement en éliminant les exonérations chères et inutiles, telles les heures supplémentaires de 2007.

Voilà, en quelques exemples, le résumé de cet excellent travail qui trouve de nombreux points communs avec les idées de notre mouvement.

**Pascal BEAUCHER**

(1) Camille Landais, Emmanuel Saez & Thomas Piketty - « *Pour une révolution fiscale* », Le Seuil, prix franco : 15 €. [Achat immédiat](#)

(2) [www.revolution-fiscale.fr](http://www.revolution-fiscale.fr)

# Le sabre et le croissant

**L'enseignement de la crise égyptienne est que la question démocratique dans le monde arabo-musulman dépend de la relation entre pouvoir militaire et pouvoir civil.**

Trois grands pays dominent l'évolution du monde musulman au Maghreb et au Machrek (on exclut ici le Pakistan) : l'Égypte, la Turquie et l'Algérie, les trois plus peuplés mais aussi les trois à disposer des plus puissantes armées. Ces trois pays sont actuellement à trois phases différentes de leur évolution politique : en Turquie, le pouvoir de l'armée rejoint presque le statut de tout pays occidental ou membre de l'Otan ; en Égypte, il occupe une situation intermédiaire qui lui permet d'assurer aujourd'hui la transition démocratique ; en Algérie, l'armée bloque toute évolution.

Par définition la dualité n'existe pas en pouvoir monarchique. Du Maroc à l'Arabie saoudite ou à Oman le roi est le chef des armées. Dans d'autres pays, comme au Liban, il n'y a pas ou plus de pouvoir militaire autonome, même si, comme en Tunisie, son rôle n'est pas négligeable. Il est d'autant plus intéressant de suivre les trois cas susmentionnés qui détermineront l'avenir du monde musulman proche de l'Europe.

Les trois armées ont certes beaucoup de points en commun, ne serait-ce que l'appui américain (le tiers du budget militaire égyptien est financé par aide directe), et la commune détermination à lutter contre le terrorisme et l'intégrisme, des généraux

éradicateurs algériens aux kémalistes recours de la laïcité et tombeurs des précédents gouvernements islamiques, en passant par le souci en Égypte de ne pas recruter des Frères musulmans sur instruction de l'actuel chef d'état-major et homme fort du pays, le maréchal Tantaoui.

Pour autant, les parcours sont tout différents. L'armée en Turquie a perdu son combat contre le dernier avatar démocratique musulman, l'AKP (Parti pour la justice et le développement) quand, en 2008, la Cour constitutionnelle a refusé de prononcer sa dissolution. AKP qui n'a cessé de croître en popularité depuis son premier succès électoral en 2003. L'application des normes européennes a considérablement réduit la marge de manœuvre des militaires incapables aujourd'hui d'intervenir dans le cours des affaires sans attenter aux droits de l'homme et au processus démocratique. En ce sens aussi, la Turquie est devenue sinon un modèle du moins un exemple à suivre pour les forces politiques du Moyen-Orient et d'Asie centrale.

Toutefois les histoires sont très différentes. L'armée égyptienne, même si elle vit dans le souvenir des gloires nassériennes, a subi quatre guerres avec Israël. Elle n'a pas été fâchée de dételer et de se lancer dans les affaires. Elle était devenue la grande muette jusqu'au début des manifesta-

tions où elle a fait clairement savoir qu'elle refuserait de tirer. C'est la conséquence logique de son positionnement agnostique ou pragmatique : sa neutralité, prix de son poids économique et social. Elle est donc prête à intégrer toutes les forces politiques au système, y compris les frères musulmans, considérant que c'est ainsi qu'elle conservera ses avantages ou ses privilèges.

Tout autre l'armée algérienne, héritière de l'ANL de Boumediène, immuable, intransigeante, imperméable au changement, dont on connaît le rôle dans la lutte antiterroriste et qui s'en sert pour refuser toute ouverture. L'ordre règne. Il ne se passera rien à Alger sinon le pire, qui a déjà eu lieu avec l'atrocité de la guerre civile.

L'avenir de la Turquie - déjà largement présent -, c'est la démocratie musulmane au sens de la démocratie chrétienne. L'avenir de l'Égypte, c'est dans les six mois un consensus constitutionnel où chacun pourra participer. L'avenir de l'Algérie, hélas, c'est au premier mouvement une nouvelle terreur légale qui verrouillera les libertés.

Le résultat ne sera pas une nouvelle unité pan-arabe ou pan-islamique mais au contraire un monde de plus en plus différencié, avec de fortes lignes de rupture internes, c'est-à-dire plus que jamais l'impossibilité d'agir ensemble, même contre l'ennemi commun, Israël voire l'Iran.

Yves LA MARCK

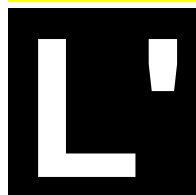
## BRÈVES

◆ **SERBIE** - Le prince héritier Alexandre II de Serbie, accompagné des membres de son cabinet et en présence de Bogoljub Šijakovic, ministre des Cultes a assisté, à Orasac, aux cérémonies de la fête nationale serbe, 207<sup>e</sup> anniversaire du premier soulèvement des Serbes contre l'occupation ottomane. C'est en effet à Orasac qu'avait débuté cette révolte dirigée par Georges Petrovic, surnommé Karageorges, fondateur de l'actuelle dynastie. Dans son discours, le prince héritier a déclaré : « En ce lieu, un des plus symbolique de la liberté serbe, je vous salue comme un hôte et comme descendant de Karageorges. Orasac et Oplenac sont les symboles de l'État serbe moderne et de la liberté. Naguère dans un passé récent, il y a eu des moments où cette vérité a été cachée et une autre inventée. Le mensonge va vite et est éphémère, mais la vérité, elle, est constante et de longue durée ». Le prince s'est ensuite rendu au mausolée royal d'Oplenac pour déposer une couronne de lauriers sur la tombe de Karageorges et assister à un service commémoratif dans l'église Saint-George.

◆ **MAROC** - A l'appel d'un Mouvement du 20 février, lancé sur Facebook à la mode égyptienne et tunisienne, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du royaume pour réclamer notamment des réformes économiques et sociales. Cette initiative avait reçu le soutien du prince Moulay Hicham, cousin du roi et surnommé le Prince rouge en raison de ses critiques récurrentes sur le fonctionnement de la monarchie marocaine : « Personnellement, j'adhère à toute initiative qui appelle à la démocratisation de notre système politique, en prenant en compte la nécessité que cela soit fait de manière pacifique et tolérante » ajoutant « les gens veulent voir aujourd'hui un progrès, des réformes politiques, dans un contexte monarchique. (...) Aujourd'hui sur un plan juridique et constitutionnel, la monarchie est absolue, mais cela ne veut pas dire que le système politique est fermé ou totalitaire. C'est un système autoritaire souple ». De son côté Khalid Naciri, ministre de la communication et porte-parole du gouvernement a estimé que : « les revendications des manifestants dans leur profondeur, restent compréhensibles et légitimes sur les plans social, économique, politique et culturel », ajoutant qu'il se félicitait que ces manifestations se soient déroulées dans le calme et la stabilité « ce qui constitue une source de fierté pour les Marocains ».

◆ **UGANDA** - Le président sortant Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986, a été réélu pour un mandat de cinq ans avec 68 % des suffrages. C'est lui qui, en 1993, avait restauré les monarchies traditionnelles dont celle du Bouganda dont l'actuel souverain est Mutebi II. Ce dernier a fait preuve d'un esprit d'indépendance qui agace le gouvernement fédéral. Mutebi II réclame ouvertement l'indépendance du Bouganda, à défaut de pouvoir revenir sur le trône ougandais. Les députés royalistes ont déjà annoncé qu'ils s'opposeraient à toutes tentatives de

# Questions sur un peuple



été dernier, les Roms ont été publiquement stigmatisés par Nicolas Sarkozy et des expulsions spectaculaires ont été organisées. Cette opération de basse démagogie, qui a tourné court, ne sauraient nous faire oublier les Roms. Nous avons demandé à Jean-Arnault Dérens, agrégé

d'histoire et journaliste, rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*, d'évoquer pour nous l'histoire des Roms et de nous exposer les difficultés de leur situation présente.

■ **Royaliste : Que sait-on, au juste, des Roms ?**

**Jean-Arnault Dérens :** Le sujet est vaste et les travaux universitaires sont rares. Il est donc très difficile d'avoir une approche globale du peuple rom, de sa situation et de son destin en Europe. Plusieurs regards sont aujourd'hui portés sur les Roms : le regard raciste, que beaucoup expriment sans aucun complexe, ou bien celui des romantiques qui exaltent la liberté du voyageur et le charme du musicien. Or, bien des Roms sont sédentaires et tous ne sont pas musiciens ! Il y a aussi chez les intellectuels roms la tentation de créer une geste nationale très idéalisée : c'est une attitude très normale par rapport au racisme et par rapport à la pauvreté des sources historiques.

■ **Royaliste : Que pouvons-nous tenir pour certain ?**

**Jean-Arnault Dérens :** Les Roms vivent dans leur grande majorité sur le continent européen. On estime qu'ils sont dix millions – c'est un

ordre de grandeur. Tout le monde est d'accord sur le fait qu'ils viennent du nord de l'Inde. La meilleure preuve est que la langue romani est très proche du sanskrit. Ils se sont mis en mouvement vers l'Ouest au XI<sup>e</sup> siècle et il est probable qu'ils ont voulu fuir les attaques mongoles. Une belle théorie – peut-être trop belle – est de localiser les Roms dans la ville de Kânnauj, qui a été mise à sac en 1019 par un chef de guerre, Mahmud de Ghazni. J'ai un peu de mal à imaginer qu'une ville tout entière a pris alors la route... Il est plus vraisemblable de penser que les habitants de plusieurs villes sont partis pendant une période déterminée... Le passage de ces populations est connu : on en trouve des traces en Afghanistan et en Anatolie. Un groupe s'est dirigé vers l'Égypte et un autre vers les Balkans... Le fait est que ce peuple est parti d'Inde il y a mille ans et a conservé des caractéristiques communes sans se comporter en conquérant, sans former un

État, à la différence des Slaves et de tant d'autres peuples qui ont migré d'Est en Ouest.

■ **Royaliste : Quels sont les éléments constitutifs de leur identité ?**

**Jean-Arnault Dérens :** Leur identité se base sur la langue et sur le sentiment d'une appartenance commune. Le regard des autres va dans le même sens : partout où ils sont, partout où ils passent, ils sont regardés comme tels et désignés comme tsiganes, gypsies, romanichels... Le mot *rom* veut dire « personne humaine », de même que *manouche*. *Gypsies* fait allusion au passage par l'Égypte ; *tsigane* est un mot d'origine grecque (*atsiganos*), qui renvoie à la notion d'impureté. Les Bohémiens arrivent à Paris le 17 août 1427, indique le *Journal d'un bourgeois de Paris*. Ils se présentent comme pèlerins et s'installent à Saint-Denis.

■ **Royaliste : Il y a aussi une forte diversité chez les Roms...**

**Jean-Arnault Dérens :** C'est une question très importante. Il faudrait beaucoup de travaux scientifiques pour étudier la dialectique entre le maintien de l'identité collective et les influences qu'ils reçoivent des sociétés où ils sont venus peu à peu s'installer. En schématisant, on peut distinguer trois grandes familles :

Les **Roms** installés dans les Balkans et en Turquie qui ont très largement conservé l'usage de la langue rom ;

Les **Cale** ou *gitanos* d'Espagne qui débordent sur la Catalogne française et qui n'ont conservé que quelques mots de leur langue originelle ;

Les **Sinté** d'Europe centrale, d'Italie du Nord et d'Allemagne, auxquels sont associés les Manouches de France. Ils ne parlent pas non plus le romani.

Il y a 40 ans s'est tenu le premier congrès de l'Union internationale des Roms et il y a la volonté politique très forte d'affirmer la nation rom avec son hymne, son drapeau et une représentativité de peuple sans État et sans territoire, avec attribution d'une nationalité qui serait personnelle.

■ **Royaliste : Peut-on parler d'un mode de vie propre aux Roms ?**

**Jean-Arnault Dérens :** Il faut être très prudent car les modes de vie sont très différents. Un

exemple : quand l'armée française est arrivée au Kosovo, une note signalait aux militaires que les Roms étaient à protéger. Ils ont fait le tour de Mitrovica et ont signalé qu'ils n'avaient pas vu une seule roulotte. Pendant ce temps, la *mahala* (le quartier) rom était en train de brûler. Il y a donc des Roms sédentaires, qui exercent des activités artisanales bien établies. Le nomadisme n'est pas une caractéristique commune à l'ensemble des Roms.

Pour bien comprendre, il faudrait une approche historique et sociologique. En Roumanie (où vivent deux millions de Roms) ces populations sont majoritairement rurales car pendant toute l'époque moderne les Roms étaient soumis à l'esclavage légal dans les principautés de Moldavie et de Valachie. Au contraire, dans les Balkans sous administration ottomane directe, les Roms ont plutôt exercé des métiers de l'artisanat (boucher, forgeron) et avaient un statut social bien établi avec des revenus appréciables. Si les Manouches sont semi-nomades en France, c'est qu'ils se déplaçaient dans les campagnes pour vendre aux consommateurs de la vannerie ou pour exercer les métiers du fer. Dans de nombreux pays, les services de musiciens sont prisés, non par une qualité propre aux Roms, mais parce que chez eux la transmission culturelle se faisait oralement. Cela dit, il est imprudent de voir dans ces différentes activités la persistance d'un système de castes.

Enfin, il est étonnant qu'une langue romani – avec des variantes, comme pour toutes les langues – se soit maintenue aussi longtemps, avec un travail de codification qui est récent et qui crée une situation de diglossie. On ne peut pas encore dire si le romani sera une langue littéraire. Mais ce peuple ne veut toujours pas demander de se constituer en État. S'agit-il d'une construction nationale ? Si tel est le cas, cette nation est tout à fait spécifique.

■ **Royaliste : Quelle a été l'ampleur de la persécution en France pendant l'Occupation ?**

**Jean-Arnault Dérens :** En France, ce sont les policiers de Vichy qui ont regroupé dans des camps les Manouches qui étaient citoyens français depuis des générations. Très peu ont été déportés en Allemagne mais beaucoup sont morts dans ces camps où les conditions de vie étaient effroyables. En Europe, on estime que cent mille Roms ont été victimes de la Solution finale.

■ **Royaliste : Que s'est-il passé après la guerre ?**

**Jean-Arnault Dérens :** Les expériences ont été très différentes. Dans les pays occidentaux, la question rom n'a pas été considérée comme une question politique. En France, les Manouches ou « gens du voyage » devaient présenter un carnet anthropométrique : ils étaient citoyens français, la République ne reconnaît pas de minorités mais pourtant, les Manouches étaient traités d'une manière tout à fait particulière. En 1969, le carnet anthropométrique a été remplacé par un carnet de circulation, que devaient détenir toutes les populations sans domicile fixe. Cela signifie qu'on désigne une partie de la population par son mode de vie, et non par sa caractéristique ethnique : c'est une hypocrisie car certains de nos concitoyens sont obligés de présenter un carnet de circulation parce que leur père avait un carnet anthropométrique alors qu'ils habitent la même maison depuis des décennies.

L'histoire des Roms est très intéressante en Europe de l'Est avec deux approches très différentes selon la même doctrine des nationalités. En Union soviétique, où il y avait plusieurs centaines de milliers de Roms, ils n'ont jamais été reconnus comme population spécifique – de même en Roumanie et en Bulgarie. Le communisme a été une expérience violente de destruction du mode de vie traditionnel – qui



■ **Novembre 2010 : camp de Roms à Triel-Chanteloup dans les Yvelines (Photo Francine Bajande).**

s'est reconstitué peu à peu quand les régimes communistes sont rentrés en crise. L'expérience yougoslave est à l'opposé : les Roms ont été reconnus comme minorité nationale. La Yougoslavie est le premier pays du monde où il y a eu un enseignement en romani, un théâtre rom, une station de radio en romani. Tout n'était pas merveilleux, mais on a vu apparaître des élites rom – des médecins, des juges...

Mais lorsque la Yougoslavie s'est effondrée, le racisme a reparu. Au Kosovo, vivaient entre 100 et 200 000 Roms dans les années 80 – soit 10 % de la population. Lorsqu'il y a eu fracture ouverte entre Serbes et Albanais, ces derniers ont déserté les emplois publics pour que le système s'effondre mais Belgrade a réagi en remplaçant les Albanais par les Roms du Kosovo qui se sont trouvés en situation de plein emploi. Du coup, en 1999, tous les Roms ont été accusés de collaboration, ils ont été victimes du nettoyage ethnique opéré par l'UCK et on estime aujourd'hui qu'il reste 30 000 ou 35 000 Roms qui vivent au Kosovo. Les exilés ne peuvent revenir parce qu'ils seraient menacés.

■ **Royaliste : L'Union européenne a-t-elle une politique ?**

**Jean-Arnault Dérens :** Des moyens énormes sont investis par la Banque mondiale, par l'Union européenne et par les États-membres. Hélas, beau-

coup d'argent disparaît : des centaines d'organisations, rom ou non-rom, profitent des fonds versés sans que les bénéficiaires théoriques voient leur situation s'améliorer. Il est même certain que la situation des Roms se dégrade en République tchèque et au Kosovo où l'on voit que les fonds internationaux ne règlent rien : le quartier de Mitrovica qui avait été incendié en 1999 a été reconstruit, des Roms y habitent mais ils sont au chômage car ils n'ont pu reprendre leur ancien métier en raison de la disparition du tissu social. Les Manouches de France faisaient de la vannerie et rétamaient les casseroles mais ces professions n'ont plus aucun sens. Il faut s'attaquer à ces questions, ce qui suppose une politique de l'éducation mais, finalement, on ne sait pas comment résoudre la question rom. Négation de cette question ? Politique d'assimilation ? Les Roms s'affirment comme peuple, et certains s'affirment comme mouvement national. Le fait est qu'ils sont victimes du racisme, que leur sentiment collectif est très fort et qu'ils souffrent du manque de représentants : les militants forment une petite avant-garde de Roms qui, dans leur grande majorité, se préoccupent avant tout de leur survie.

Propos recueillis par  
B. La Richardais

## De Gaulle

## Fractures françaises

Louis Althusser ne s'y était pas trompé : « *Le père de Gaulle, tout de même, il faut y aller voir d'un peu près.* » C'est précisément ce qu'a fait Laurent Lasne, dans un ouvrage de très bonne facture (1).

Dès les premières pages de son livre, Laurent Lasne n'y va pas par quatre chemins : « *la participation, c'est-à-dire la transformation des structures sociales par l'association directe des intéressés aux décisions constitua un thème essentiel de sa [Charles de Gaulle] philosophie politique* » (2).

Néanmoins, « *pour tenter d'arrimer le général à droite et afin qu'il soit présentable sur la photo de famille, les petits chambellans gaullistes gommèrent ses incongruités sur la participation avant de l'installer dans la statue de pierre de l'homme du 18 juin.* » Cette crapulerie des héritiers du gaullisme et autres bateleurs d'estrade sans épaisseur, Laurent Lasne la met bien à jour.

On ne lui saura d'ailleurs jamais assez gré d'avoir rendu à De Gaulle ce qui lui appartient : une constante préoccupation pour le social ; un mépris pour ces forces d'argent qui, se liguant contre lui en 1969, finirent par avoir sa peau.

Lionel ROUVE

📖 (1) Laurent Lasne - « *De Gaulle, une ambition sociale foudroyée. Chronique d'un désenchantement* », éd. le Tiers Livre, 207 pages, prix franco : 17,50 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Voir sur le sujet le dossier sur la participation publié par la revue *Espoir* n°160, printemps 2010, prix franco : 10 €.

**Jacques Chirac avait dénoncé la fracture sociale sans chercher à la réduire. Aujourd'hui, c'est pire. De nouvelles fractures territoriales et culturelles sont apparues, qui menacent notre existence collective.**

Les oligarques français devraient lire très attentivement le nouvel ouvrage de Christophe Guilluy. (1) Pour eux, comme pour nombre de citoyens appartenant aux couches supérieures, les analyses de ce géographe, auteur en 2004 d'un très remarquable *Atlas des nouvelles fractures sociales* (2) devraient être un choc salutaire. C'est toute leur représentation géopolitique du territoire national, toute leur idéologie sociale du consensus, tout leur discours sur la défense et la promotion du modèle républicain qui est contestée - le modèle national auquel nous tenons étant sacrifié aux logiques mondialistes et communautaristes.

L'opposition entre la ville paisible et les banlieues ou *quartiers difficiles* habités par des jeunes issus de l'immigration et transformés en **ghettos** à l'américaine arrange la classe dirigeante et les grands partis : la droite brandit l'étendard sécuritaire et la gauche fait dans le compassionnel. Or les quartiers sensibles ne regroupent que 7 % de notre population alors qu'ils sont l'objet d'une inflation de clichés médiatiques et de crédits - considérables - versés au titre de la politique de la ville. Ces **zones de non-droit** sont en outre visitées régulièrement par les autorités : en 2008, la Seine-Saint-Denis a enregistré 174 déplacements ministériels ! Et

Christophe Guilluy de souligner que « *souvent présentés comme culturellement relégués, ces quartiers sont en réalité au cœur de la dynamique de mondialisation des métropoles* ». Il est vrai que les quartiers sensibles connaissent le chômage, l'insécurité et l'économie souterraine mais il faut intégrer ces réalités dans des analyses plus vastes.

L'opposition entre les classes moyennes bien installées dans la société et les *minorités visibles* ne résiste pas non plus à l'observation. Ces classes moyennes découpées en tranches (inférieure, supérieure) ne ressemblent plus au groupe social des années soixante qui bénéficiait de la croissance et accédait à la propriété : la question du logement est dramatique, les revenus baissent et une large fraction des *Français moyens* tend à rejoindre les classes populaires. Et ces classes se découvrent **blanches** par opposition aux **minorités de couleur** qui font l'objet d'une discrimination positive - à vrai dire ethnique - conçue selon le modèle communautariste qui a la préférence des élites mondialisées.

Les classes populaires méprisées par le discours dominant (le *Beauf* comme repoussoir) sont devenues invisibles dans les médias et pour les habitants des grandes agglomérations car elles sont aujourd'hui reléguées à la

périphérie urbaine et en milieu rural. Les ouvriers glorifiés par les intellectuels de gauche dans les années soixante ne figurent plus dans les *éléments de langage* des grands partis. Abandonnés par ceux-ci, ils sont toujours nombreux et bien vivants mais subissent de plein fouet la destruction du tissu industriel et toutes les difficultés - quant à l'enseignement, quant à la santé - des zones abandonnées. Cruellement, Christophe Guilluy montre que les classes supérieures et les classes moyennes aisées qui achètent des logements dans les quartiers ouvriers et qui votent rose ou vert avec une parfaite bonne conscience sont responsables de l'éviction des classes populaires vers les zones périphériques.

Ces fractures sociales et territoriales sont aggravées par des phénomènes d'ethnicisation précisément décrits et qui risquent de conduire à un **séparatisme** qui ruinerait le modèle national et aggraverait les conflits culturels qui existent déjà. Christophe Guilluy estime à juste titre que des débats et des combats effectivement politiques permettraient de conjurer ces périls. Mais ceux qui pensent comme lui sont marginalisés et seront exclus des prochaines campagnes électorales.

Yves LANDEVENEC

📖 (1) Christophe Guilluy - « *Fractures françaises* », François Bourin éditeur, 2010, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Christophe Guilluy - « *L'Atlas des nouvelles fractures sociales en France* », Autrement, 2004. Voir *Royaliste* n° 855.



# Le progressisme, une idée d'hier ?

**E**st-il encore « branché » de s'affirmer *progressiste* ? On peut d'autant plus se poser la question que la crise de l'idée de progrès ne fait guère de doute aujourd'hui en dépit de la persistance de l'identité progressiste. Que resterait-il de l'inspiration fondamentale de « la gauche » qui s'est toujours prévalu de sa lutte contre l'immobilisme conservateur, s'il ne subsistait le projet d'un « autre monde » ? *Libération* persiste à interroger les forces « progressistes » sur leurs propositions alternatives. Mais nous ne sommes plus dans la même aire idéologique, celle où tout semblait s'ordonner autour du concept de Progrès, sous les déclinaisons diverses du saint-simonisme technocratique, du marxisme révolutionnaire, du néo-christianisme teilhardien... Il y a plusieurs raisons à cette sortie d'un moment de l'histoire. Je ne puis oublier que, dans mon enfance, le plus grand « progressiste » de la planète s'appelait Joseph Staline. Eu égard à la catastrophe qu'évoque pareil souvenir, on comprend que l'intelligentsia ait éprouvé durablement la guele de bois. Mais d'autres facteurs peuvent être invoqués, le plus notable étant la remise en cause de l'évolution linéaire de l'histoire grâce à la transformation du monde par la technique.

De ce point de vue, la rupture s'est produite dans les décennies soixante et soixante-dix du siècle précédent. Elle a eu ses théoriciens et même ses prophètes. Je pense à un Jacques Ellul, dont les essais à contre-courant comptent désormais comme autant d'analyses prémonitoires. Qu'annonçait-il, sinon « *l'éclatement de la société technicienne* », en soulignant ce que cela supposait de prix à payer : « *La révolution contre la société technicienne supposera bien entendu la diminution de l'efficacité dans tous les domaines (rendement, productivité, adaptation, intégration, etc.) la régression du bien-être individuel, le tassement des grandes œuvres collectives et l'effacement progressif de la culture de masse.* » (1) D'évidence, on est très loin de la réalisation intégrale d'un tel programme, mais la mutation des mentalités en faveur d'un modèle alternatif de production et de comportement n'est pas douteux. Il s'exprime avec les paramètres de l'écologie que toutes les formations politiques doivent intégrer, et même parfois par l'apparition d'un paradigme catastrophiste comme antithèse absolue du paradigme progressiste.

Pour comprendre la profondeur de la rupture, il est nécessaire de revenir aux fondamentaux et aux contours de ce progressisme hier triomphant. Car il s'est formé au cœur même de la trajectoire de la modernité, plus tôt qu'on ne le croit d'ordinaire. La révolution intellectuelle en faveur de la prépondérance - faut-il dire de la tyrannie ? - du progrès s'est produite avant le dix-huitième siècle, ou plus exactement à l'aube des Lumières. Dès la célèbre querelle des Anciens et des Modernes au dix-septième siècle, se met en place le dispositif théorique qui ne cessera de monter en puissance jusqu'au vingtième siècle et qui explique l'hégé-

monie d'une représentation du monde. Frédéric Rouvillois s'était employé, il y a déjà une quinzaine d'années, à étudier de la façon la plus pointue l'apparition, la genèse, et le plein développement du phénomène qui a fini par muter en tragédie avec les totalitarismes contemporains. En publiant aujourd'hui cette thèse universitaire, érudite, minutieuse, il nous aide à saisir la nature exacte d'un courant dominant, qui continue encore à nous impressionner, sans que nous puissions toujours démêler les motifs de notre embarras (2).

Comment s'opposer aux évidents bienfaits de la technique ? La fascination du progrès provient tout entière de là. « *Les modernes sont fascinés par ce qui leur paraît être l'événement capital de l'époque, la révolution scientifique du début du XVII<sup>e</sup> siècle et ses corollaires.* » Le développement des sciences et de leurs applications techniques donne lieu à des évolutions intellectuelles, telle celle qui avec Descartes rend l'homme maître et possesseur de la nature, en s'appuyant sur un mouvement ascendant, linéaire, cumulatif, qui rend toutes choses possibles, jusqu'à l'ivresse d'être « comme des dieux ». Une intense émulation philosophique naît de cette certitude partagée. Tous les bons et grands esprits de l'époque y participent : les post-cartésiens, Leibniz et Malebranche, Pascal lui-même, Bacon, Fontenelle, qui fait le lien entre dix-septième et dix-huitième, le fantasque et imaginaire abbé de Saint-Pierre. Et tous les secteurs de la culture en sont bouleversés, y compris le religieux. Les avis divergent sur les rythmes du progrès, sur ce qui peut le contredire, sur le rôle de l'homme acteur ou exclu du processus. La conception du temps domine les représentations. L'importance de l'État correspond à sa montée en puissance. Frédéric Rouvillois a tout dépouillé de la documentation qu'il problématise avec maestria. Et s'il s'est tellement attardé sur un demi-siècle (1680-1730) c'est qu'il est persuadé qu'on y trouve la clef de la suite, c'est à dire le mythe fondateur du dix-neuvième et l'épreuve redoutable du vingtième siècle.

C'est l'objet de sa succincte conclusion où éclate le dispositif qu'il a patiemment décrit : « *Or, si l'homme effectivement progresse, peu importe d'où il part, de l'état de nature, de l'animalité ou du néant : il sait que tout lui est promis, parce qu'un jour il sera « l'Homme total », « l'Homme nouveau » ou le « surhomme », semblable à Dieu et Dieu lui-même. Tout lui est dû, il peut donc tout faire pour l'obtenir : de cette espérance et de ses certitudes naîtra, au XX<sup>e</sup> siècle le rêve totalitaire.* »

Ce rêve évanoui, est-il sûr que nous ayons absolument changé de modèle ? Aldous Huxley, George Orwell, Gunther Anders, Jacques Ellul ont pu avoir le renfort de René Girard et de Jean-Pierre Dupuy, la hantise de *l'obsolescence de l'homme* n'est pas pour autant dominante dans notre monde post-totalitaire. Le mondialisme, affecté par la crise économique et financière, est la nouvelle mouture du progrès. Il donne lieu à une mythologie qui prend le relais des idéologies déshonorées. L'impérialisme scientifique et technicien se donne libre cours dans le tri génétique de l'espèce. Un Jacques Testard résiste bien seul à la tentation eugénique. Ce n'est donc pas encore la fin de l'histoire commencée au dix-septième siècle. D'autres péripéties nous attendent. D'autres épreuves terribles ?

(1) Jacques Ellul, « *Autopsie de la révolution* », Calmann Lévy, 1969 – Réédition à la Table ronde, 2008 – [Achat immédiat](#) | prix franco : 10 €.

(2) Frédéric Rouvillois, « *L'invention du progrès (1680-1730)* », CNRS éditions, prix franco : 28,50 € [Achat immédiat](#) |



# Jean-Paul Dollé

**Notre amitié pour Maurice Clavel nous avait réunis pour le dixième anniversaire de sa mort, et nous ne nous étions plus jamais perdus de vue. Nous nous lisions, nous discussions et souvent nous marchions côte à côte dans les manifestations...**

C'est en octobre dernier, sur le pont d'Austerlitz, que j'ai rencontré Jean-Paul pour la dernière fois. Nous manifestations contre le projet de réforme des retraites et je l'avais félicité pour sa forme - me souvenant de la grave opération qu'il avait subie il y a quelques années et de notre longue discussion dans le parc de la maison de repos. Elle prolongeait un long débat réellement fraternel qui se nourrissait de nos accords et de nos désaccords - les uns aussi profonds que les autres étaient sérieux.

Comme Roland Castro, il venait de Mai-68 et portait toujours en lui l'esprit de cette révolte qu'il exprimait dans ses romans mais aussi dans la rue. Jean-Paul aimait la ville et il en faisait la philosophie. Il aimait la foule et il n'était pas de ceux qui viennent parader pendant dix minutes en tête de manif devant les caméras avant de s'esquiver. Il allait jusqu'au bout du parcours d'un pas tranquille, discutant avec ses camarades de rencontre, militant de base parmi d'autres.

Lorsqu'il venait présenter un livre à nos soirées du mercredi, il reprenait avec plaisir nos bonnes vieilles polémiques. Au philosophe de la ville, je reprochais son étrange oubli de la ville classique. Du gauchiste têtue, je réclamais une prise en considération de la question de l'autorité. (1) Tout en

bataillant, j'apprenais, nous apprenions beaucoup de celui qui avait été le co-fondateur de *Banlieues 89* avec Roland Castro et qui enseignait à l'École d'architecture de La Villette. Sa conception du Politique, nourrie d'Aristote, n'était pas éloignée de la nôtre et nous le suivions volontiers dans sa réflexion sur le temps - *le temps qui s'efface*, disait-il, *au profit du spectacle généralisé*.

Nous étions unis dans l'attente d'une révolution qui ne parvient pas à se faire et dans la colère provoquée par le travail de destruction accompli par les hiérarches de gauche et de droite. Mais en lui il n'y avait pas de désespoir - tel était le sens de sa présence sur le pont d'Austerlitz.

Après, il y eut un dernier message, peu avant la mort, pour nous dire qu'il publierait volontiers dans *Royaliste* son témoignage à l'occasion de notre quarantième anniversaire. Il nous avait déjà tant donné...

**Bertrand RENOUVIN**

📖 (1) Jean-Paul Dollé - « *Métropolitique* », éd. de La Villette, 2002, prix franco : 11 €. Critique dans *Royaliste* n° 810, page 8.

🛒 [Achat immédiat](#)

📖 Jean-Paul Dollé - « *Le territoire du rien ou la contre-révolution patrimonialiste* », Lignes/Essais, 2005, prix franco : 16 € et ma lettre ouverte « *À Jean-Paul Dollé* » publiée dans le n° 871 de *Royaliste*, page 9.

🛒 [Achat immédiat](#)

# L'homme qui ne devait pas être roi

**Le Discours d'un roi remporte dans les salles obscures un succès mérité. Au-delà de l'émotion, le film est aussi une leçon de politique.**

« **E**n cette heure grave, peut-être la plus décisive de notre histoire... pour la deuxième fois, dans l'existence de la plupart d'entre nous, nous sommes en guerre... ». Ainsi s'exprime Georges VI, annonçant aux Britanniques l'entrée en guerre contre l'Allemagne nazie.

Dans les coulisses, se joue un autre drame : le roi est bégue ! Pourtant, Albert, duc d'York et fils cadet, n'était pas destiné à régner. À la mort de son père George V, le trône revint brièvement à son frère aîné, Édouard. Roi en janvier 1936, Édouard VIII abdiqua en décembre de la même année pour épouser Wallis Simpson, américaine et divorcée. L'opinion publique de l'époque n'était pas prête à accepter pareille mésalliance. De plus, en Grande-Bretagne, le roi est aussi chef de l'Église anglicane. Contrairement à son frère, qui prit le titre de duc de Windsor, George VI fit passer son devoir avant ses convenances personnelles.

Il lui en coûta beaucoup. Dans *le discours d'un roi*, on voit le souverain lutter pied à pied, mot à mot, contre son infirmité. Dans ce combat, il a pour allié un praticien australien, Lionel Logue (Geoffrey Rush), sans diplôme, très anticonformiste, qui piétine allègrement l'étiquette. Colin Firth, magistral interprète de George VI, explique sa conception du rôle : « *Et voilà cet homme, roi d'Angleterre, qui se re-*

*trouve paralysé par l'incapacité de s'exprimer en public. Pour lui, c'est une atteinte terrible à sa dignité. J'ai donc orienté mon jeu dans cette direction, celle d'un combat individuel pour reconquérir l'estime de lui-même et pour atteindre une beauté qui lui est désormais interdite : la beauté du langage...* » Dans le film de Tom Hooper, il est évident que le trône ne constitue pas un privilège mais le lieu, par essence, où l'on sert son pays. Le titulaire doit se montrer apte, physiquement et moralement, à remplir sa fonction.

Le film ne se contente pas d'évoquer la nécessité d'accéder à la beauté du langage. Il en dévoile les contingences et la double face. Pour ce qui est des premières, nous sommes au milieu des années 30. L'utilisation du nouveau moyen de communication qu'est la radio ne peut se faire alors qu'en direct. L'apparition de nouvelles technologies constitue, pour un chef d'État, un atout ou un handicap selon qu'il s'y adapte ou non. Par ailleurs, le scénario oppose très franchement, à travers des images d'archive, le pouvoir des mots d'un Hitler qui précipite le monde dans le chaos, à celui de George VI qui s'en sert pour dresser son peuple contre l'ennemi. *Le discours d'un roi* peut être vu à plusieurs niveaux : celui de la simple émotion, de la petite et de la grande Histoire. C'est aussi un film politique, au sens plein du terme.

**Alain SOLARI**

## 40<sup>e</sup> Anniversaire



C'est à bord d'une péniche que nous fêterons le samedi 9 avril prochain le 40<sup>e</sup> anniversaire de notre mouvement et de notre journal. Nous avons l'ambition d'y rassembler autour d'un buffet-dînatoire non seulement lecteurs, adhérents ou sympathisants mais aussi compagnons de route et invités de nos Mercredis de la NAR dans l'ambiance chaleureuse et amicale qui caractérise nos réunions.

C'est à partir de 20 h que la péniche sera ouverte et que nous vous accueillerons. Elle sera amarrée Quai de Grenelle, à deux pas du métro, et on disposera aussi d'un parking gratuit devant la péniche.

Pour des raisons d'organisation pratique nous vous demandons de vous inscrire à l'avance (par courrier ou [sur notre site internet](#)). Une participation aux frais du buffet-dînatoire est demandée : 25 € tarif normal, 10 € pour étudiants, chômeurs ou personne en difficultés financières.

Participer à cette soirée ne sera pas seulement passer un moment agréable entre amis et fêter un anniversaire, mais c'est aussi marquer sa solidarité au moment où des menaces sérieuses d'expulsion pèsent sur les locaux de la NAR.

Nous comptons sur vous !

Yvan AUMONT

## CONGRÈS 2011

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **9 et 10 avril 2011**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou téléchargeable sur notre site internet).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "*La spéculation financière*" et, d'autre part, "*Le statut de l'étranger en France*".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@gmail.com](mailto:NouAcRoyal@gmail.com)
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 2 mars - Journaliste et écrivain, ancien présentateur du journal télévisé de la RTBF, ancien parlementaire européen, où il siégeait parmi les libéraux, élu local à Gand puis à Uccle, **Luc BEYER DE RYKE** a publié, entre autres ouvrages, deux études sur la Belgique : il y a dix ans, *Tocsin pour la Belgique* sonnait comme un premier avertissement, suivi en 2007 d'une description angoissée de *La Belgique en sursis*.

Depuis trois ans, la crise belge s'est aggravée et la question de l'unité du pays est publiquement posée sans que les diverses organisations européennes paraissent s'en inquiéter. Luc Beyer de Ryke publie donc un nouvel ouvrage sur « **Les démons de la Belgique** » qui risquent de détruire une nation amie de la France et de provoquer en Europe une crise aux incalculables répercussions.

Est-il encore possible de sauver la Belgique ? La réponse de l'historien, du ci-

toyen et de l'homme politique belge, natif de Gand, doit être écoutée avec une extrême attention.

● Mercredi 9 mars - En France, les questions relatives aux immigrés et aux Français issus de l'immigration sont généralement traitées par rapport au droit et aux valeurs - les mouvements de l'histoire étant réduits au bloc compact du colonialisme communément répudié. Cette vision sommaire est source d'incompréhensions et de malaises qui s'expriment par diverses formes de violence.

Professeur émérite à l'université de Paris VIII, fondateur de la revue *Hérodote* qui a permis la renaissance des études de géopolitique, **Yves LACOSTE** milita au Parti communiste jusqu'en 1956 et fut également très engagé dans le mouvement anticolonialiste. C'est en savant et selon son expérience personnelle qu'il a décidé d'expliquer à tous les Français, issus ou non de l'immigration, « **La question postcoloniale** ». Par une découverte de l'histoire de la colonisation et des luttes pour l'indépendance, par une analyse politique et géopolitique du fait postcolonial, Yves Lacoste veut contribuer à l'apaisement des tensions entre citoyens français.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

## Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# G 20 pour rien

On se laisse facilement impressionner par la technicité des déclarations du G 20, surtout lorsqu'elles sont enjolivées par les prestations médiatiques de Dominique Strauss-Kahn, considéré comme un grand économiste alors que son œuvre théorique n'a pas le moindre commencement d'existence.

Mais si l'on s'éloigne un instant de la scène où les acteurs déclament en langue de bois les propos destinés à justifier leur rôle éminent et à rassurer le sacro-saint Marché, on s'aperçoit que ce groupe de pays constitué pour « réguler » le cours des choses sur le marché globalisé n'est qu'un élément parmi d'autres de l'anarchie généralisée. Le désordre est immense et il n'y pas d'autorité capable d'y remédier. Voyons cela :

Deux groupes auto-institués, le G 20 et le G 8, s'ajoutent aux organisations internationales : FMI, Banque mondiale et OMC. C'est de cet enchevêtrement qu'une « gouvernance » mondiale est censée émerger à la faveur de la crise. Avant 2008, l'OMC avait la cote mais c'est maintenant le FMI et Nicolas Sarkozy, toujours platement conformiste, s'est prononcé le 19 février en faveur d'un renforcement des pouvoirs du Fonds. Pour sa part, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, déclarait la veille que « le G 20 n'est pas une institution dotée de pouvoirs coercitifs ou réglementaires. C'est une instance fondée sur la concertation et la bonne volonté ». A quoi bon se réunir pour prendre des décisions si on n'a pas le pouvoir de les faire appliquer ?

Le résultat de cette concertation des ministres des finances et des gouverneurs des Banques centrales du G 20, le 19 février ? Une liste d'indicateurs permettant de mesurer les déséquilibres internationaux. En pleine tempête, les supposés pilotes s'accordent sur la manière de mesurer la force du vent, la hauteur des vagues et le niveau de l'eau dans la cale ! Mais la presse nous informe que cette liste a été obtenue à l'arraché, par compromis entre des intérêts



nationaux opposés et en éliminant l'indicateur sur les réserves de change pour ne pas déplaire à la Chine (1). La « bonne volonté » chantée par Christian Noyer a donc rencontré de sérieuses limites...

Il y a pire : l'accord a minima sur des indicateurs, dont on tiendra compte aussi sérieusement que les fameux « critères de Maastricht », résulte d'un consensus plus général sur le silence à garder sur les problèmes qui fâchent les États-Unis et la Chine : rien sur le dollar, rien sur le yuan. Ne pas vexer les puissants, sans lesquels rien ne peut être fait et qui ne veulent rien faire qui soit contraire à leurs intérêts du moment... La

« bonne volonté » censée régir la « gouvernance » se heurte à la volonté de puissance des États qui sont les acteurs principaux des concertations internationales. Nous sommes et nous resterons dans une contradiction indépassable entre l'idéologie de la globalisation post-nationale et les conflits entre les États nationaux. Rien de nouveau sous le soleil : certains États dominent les négociations internationales, d'autres sont dominés. La France ralliée à la « famille occidentale » par Nicolas Sarkozy et subjuguée par le groupe de pression chinois fait aujourd'hui partie des nations qui se soumettent pour qu'on ne les accuse pas de déranger les maîtres du jeu.

Si l'objectif est le consensus, il faut en effet que les oligarques français ne disent rien. Rien sur la crise alimentaire alors que, entre juin et décembre 2010, la hausse des prix a déjà fait tomber 44 millions de personnes sous le seuil d'extrême pauvreté selon les estimations de la Banque mondiale. Au total, 1,2 milliards d'individus vivent aujourd'hui sous ce seuil. Rien, non plus, sur la crise du marché obligataire, ni sur la guerre monétaire, ni sur la crise de la zone euro. L'essentiel, c'est de sauver les apparences, de faire comme si les choses redevenaient normales alors que le système ultra-libéral s'est lui-même condamné. S'ils se taisent, nos oligarques, c'est pour garder l'estime des membres du club et le soutien de ceux qui veulent engranger le maximum de profits avant l'effondrement final. Les prestations de Nicolas Sarkozy et de Dominique Strauss-Kahn ne peuvent masquer cette folle rapacité.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) Pour une analyse détaillée, cf. François Leclerc sur le blog de Paul Jorion : <http://www.pauljorion.com/blog/?p=21385#more-21385>